La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2008 : Déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars a été enregistré en mars 2008, comparativement à un déficit de 2,4 milliards en mars 2007. Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard (5,2 %), traduisant en bonne partie la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes sont demeurées relativement stables, alors qu'une augmentation des paiements de transfert a été compensée par un recul des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard.

D'avril 2007 à mars 2008 : Excédent budgétaire de 10,2 milliards de dollars, compte tenu du coût des mesures

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril 2007 à mars 2008 s'établit à 11,7 milliards de dollars, soit 1,2 milliard de moins que l'excédent de 12,9 milliards enregistré pour la même période en 2006-2007. Les revenus budgétaires ont progressé de 10,6 milliards (4,6 %), ce qui tient à la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu et d'autres revenus. Les résultats obtenus à ce jour incluent l'impact des mesures d'allégement fiscal qui ont été annoncées dans l'*Énoncé économique* d'octobre 2007. Ces mesures consistent en la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la taxe sur les produits et services (TPS) à compter du 1er janvier 2008, en la réduction du taux inférieur d'imposition du revenu des particuliers, qui est passé de 15,5 % à 15 %, ainsi qu'en la majoration du montant personnel de base, qui a été porté à 9 600 $, ces deux dernières mesures étant rétroactives au 1er janvier 2007. Les charges de programmes ont augmenté de 12,5 milliards (6,8 %) en raison de la hausse des paiements de transfert et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont pour leur part baissé de 0,6 milliard, sous l'effet de la réduction de la dette contractée sur les marchés.

Les résultats mensuels d'avril 2007 à mars 2008 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Ils ne tiennent pas compte des mesures totalisant 1,5 milliard de dollars en 2007-2008 qui ont été annoncées plus tôt cette année, notamment la Fiducie 2008 pour l'infrastructure du transport en commun et le Fonds de recrutement de policiers. Le coût de ces mesures sera pris en compte lors de la période complémentaire en fin d'exercice. Si on déduit le coût de ces mesures de l'excédent de 11,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice, l'excédent s'établit à 10,2 milliards. Les résultats ne reflètent pas non plus les habituels rajustements comptables de fin d'exercice, qui incluent les ajustements finaux de l'impôt couru et l'estimation finale des coûts des obligations engagées pendant l'exercice, mais non encore payées.

On trouvera plus loin un examen plus complet des résultats de mars et des prévisions budgétaires de 2007-2008.

Note au lecteur :

Comme on le verra de façon plus détaillée ci-après, les autres revenus et les charges de fonctionnement pour mars 2007 ont été reformulés pour en refléter le traitement comptable en mars 2008 et dans les comptes publics.

Mars 2008

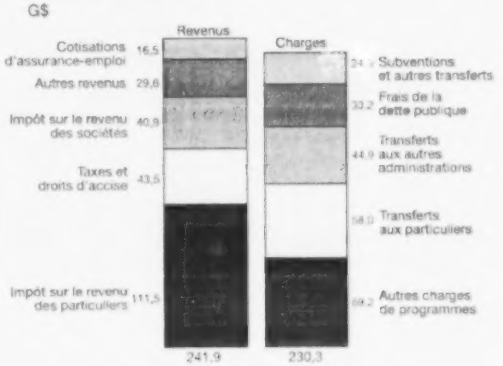
Un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars a été observé en mars 2008, en comparaison d'un déficit de 2,4 milliards en mars 2007.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,2 %) pour atteindre 20,8 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (12,8 %) surtout en raison du fait que 2008 comptait deux jours de plus pour le traitement d'opérations importantes que 2007.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,2 milliard de dollars (3,5 %), sous l'effet des règlements à la fin de l'exercice inférieurs à ceux enregistrés l'an dernier.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont augmenté de 34 millions de dollars (9,9 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont diminué de 15 millions de dollars (0,6 %) puisque la baisse de 108 millions des droits de douane à l'importation et celle, de 49 millions, des taxes de vente et d'accise n'ont été que partiellement compensées par une hausse de 136 millions (9,0 %) des rentrées de TPS. Ces dernières peuvent être volatiles d'un mois à l'autre. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté de 6 millions de dollars.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont baissé de 0,3 % dans le sillage de la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,80 $ à 1,73 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements et les revenus sur opérations de change, sont demeurés presque inchangés, en hausse de 0,2 %. Comme on l'a indiqué précédemment, les autres revenus de mars 2007 ont été reformulés pour produire une mesure des revenus externes plus conforme à celle employée en mars 2008 et dans les comptes publics. Suivant ce nouveau calcul, les autres revenus ont diminué de 1,0 milliard de dollars en mars 2007.

En mars 2008, les charges de programmes se sont élevées à 19,4 milliards de dollars, ce qui est relativement stable par rapport au chiffre de mars 2007, traduisant une hausse des paiements de transfert et un recul compensatoire des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

Revenus et charges
(d'avril 2007 à mars 2008)



Les paiements de transfert ont progressé de 1,3 milliard de dollars (11,1 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 2,5 %. Les prestations aux aînés ont crû de 3,7 % et les prestations d'assurance-emploi, de 1,7 %. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) sont demeurées stables.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (73,1 %), sous l'effet des mesures annoncées dans le budget de 2007 et de la nouvelle Fiducie pour le développement des collectivités annoncée dans le budget de 2008.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 0,8 milliard de dollars (21,6 %).

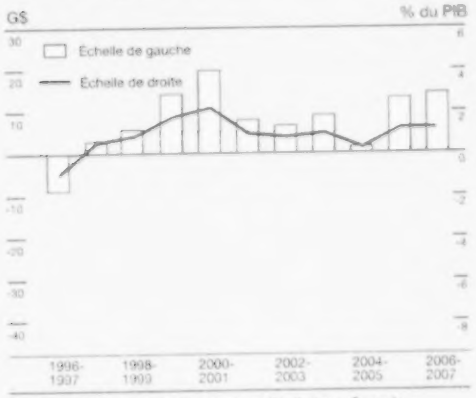
Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont diminué de 1,3 milliard de dollars (16,5 %) entre mars 2007 et mars 2008, notamment avec l'inclusion, dans les résultats de mars, d'un rajustement annuel reflétant la solvabilité de l'impôt à recevoir. Ce changement a eu un effet nettement plus marqué sur les charges de mars 2007 (qui avaient augmenté de 1,1 milliard) que sur celles de mars 2008.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard de dollars (5,1 %).

D'avril 2007 à mars 2008

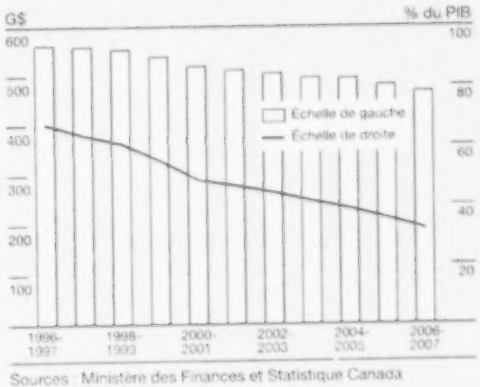
La période d'avril 2007 à mars 2008 s'est soldée par un excédent budgétaire de 11,7 milliards de dollars, soit 1,2 milliard de moins que l'excédent de 12,9 milliards enregistré pour la même période lors de l'exercice précédent.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Les revenus budgétaires ont augmenté de 10,6 milliards de dollars (4,6 %) pour s'établir à 241,9 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (à peine 1,9 %), ce qui traduit l'impact des mesures d'allégement fiscal totalisant 3,3 milliards annoncées dans l'*Énoncé économique* d'octobre 2007.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (12,3 %).
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,2 milliard de dollars (3,4 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont diminué de 76 millions de dollars (0,2 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de seulement 61 millions (0,2 %), traduisant l'impact des réductions du taux de la TPS, qui est passé de 7 % à 6 % le 1er juillet 2006, puis à 5 % le 1er janvier 2008. Les rentrées au titre des droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard, celles des taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,3 milliard, tandis que celles du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont crû de 36 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont chuté de 0,3 milliard de dollars (2,0 %) en raison de la réduction du taux de cotisation, qui est passé à 1,80 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2007, puis à 1,73 $ le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (21,7 %), grâce au gain tiré de la vente de sept immeubles à bureaux fédéraux en 2007. Cette hausse tient également aux rentrées supérieures des comptes de revenus extracôtiers de la région de l'Atlantique sous l'effet de la forte progression de la production extracôtière et des cours du pétrole à ce jour en 2007-2008. Ce revenu étant transféré à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, il n'a aucun effet net sur le solde budgétaire.

D'avril 2007 à mars 2008, les charges de programmes se sont élevées à 197,1 milliards de dollars, en hausse de 12,5 milliards (6,8 %) par rapport à la même période l'an dernier, traduisant une augmentation des paiements de transfert, des charges des sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

Les paiements de transfert ont augmenté de 9,4 milliards de dollars (7,9 %).

- Les principaux transferts aux particuliers ont crû de 2,1 milliards de dollars (3,8 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,4 % et les prestations d'assurance-emploi, de 0,8 %. Les prestations pour enfants ont crû de 0,7 milliard en raison des transferts dans le cadre de la PUGE, qui ont commencé en juillet 2006, soit après le début de l'exercice 2006-2007.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 5,2 milliards de dollars (13,2 %), en raison des bonifications prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé et des bonifications du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et du Programme de péréquation annoncées dans le budget de 2007; ces majorations s'inscrivent dans la série de mesures prises par le gouvernement pour rétablir l'équilibre fiscal au Canada. La hausse tient également compte de la Fiducie pour le développement des collectivités annoncée dans le budget de 2008.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,1 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse des paiements liés à l'investissement sans précédent dans l'infrastructure annoncé dans le budget de 2007 et des transferts plus élevés à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont augmenté 3,1 milliards de dollars (4,6 %).

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,6 milliard (1,8 %) en raison principalement d'une diminution de la dette non échue.

Ressources financières de 14,3 milliards de dollars d'avril 2007 à mars 2008

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un excédent budgétaire de 11,7 milliards de dollars et des ressources de 2,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2007 à mars 2008 s'est soldée par des ressources financières de 14,3 milliards, comparativement à des ressources financières de 10,6 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 24,2 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 14,3 milliards de dollars et à une réduction de 10,0 milliards de ses soldes de trésorerie pour retrancher 24,2 milliards de sa dette contractée sur les marchés à la fin de mars 2008. Cette réduction a surtout touché les bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre. Les modifications de la *Loi sur la gestion des finances publiques* apportées en 2007 concernant le pouvoir d'emprunt du gouvernement, qui procurent une plus grande marge de manœuvre pour combler les besoins financiers et permettent d'utiliser plus souvent des instruments d'emprunt à court terme, faciliteront le portage de soldes de trésorerie inférieurs en fin d'exercice. À la fin de mars 2008, les soldes de trésorerie se chiffraient à 11,2 milliards de dollars, soit 10,0 milliards de moins qu'à la fin de mars 2007.

Mise à jour trimestrielle des perspectives financières de 2007-2008

Les résultats mensuels pour la période de 12 mois terminée en mars 2008 sont généralement conformes aux projections contenues dans le budget de 2008, qui reposaient sur les résultats financiers mensuels jusqu'à décembre 2007 inclusivement.

- Pour la période se terminant en mars 2008, les revenus et les charges de programmes ont été quelque peu inférieurs à ceux projetés dans le budget. Toutefois, les charges de programmes pour cette période ne tiennent pas compte de mesures totalisant 1,5 milliard de dollars en 2007-2008 annoncées dans le budget de 2008, dont le Fonds de recrutement de policiers de 400 millions de dollars et la Fiducie 2008 pour l'infrastructure du transport en commun, de 500 millions. Le coût de ces mesures sera pris en compte lors de la période complémentaire en fin d'exercice, sous réserve de l'adoption des mesures législatives pertinentes. Le rajustement des résultats en fonction de ces mesures se solde par un excédent de 10,2 milliards pour la période d'avril 2007 à mars 2008, soit l'excédent pour 2007-2008 projeté dans le budget de 2008.
- Les résultats pour l'exercice en cours ne reflètent pas un certain nombre de rajustements importants des revenus et des charges qui seront effectués lorsque d'autres renseignements seront disponibles.
  - Par exemple, les estimations mensuelles des impôts sur le revenu des particuliers sont fondées sur les retenues à la source et des estimations de l'impôt couru. Les résultats définitifs tiendront compte des cotisations établies sur les déclarations de revenus de 2007 maintenant en cours d'examen à l'Agence du revenu Canada. Les résultats définitifs pour l'exercice peuvent différer sensiblement des estimations mensuelles en raison de facteurs comme l'ampleur des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite et les variations des gains et des pertes en capital déclarés à la date de production.
  - De même, alors que les résultats mensuels visent à refléter les renseignements les plus à jour au sujet des obligations juridiques et environnementales du gouvernement, des provisions pour garanties et des marges pour évaluation des prêts, des placements et des avances, des modifications sont apportées aux montants des actifs et des passifs jusqu'à la fermeture des livres de l'exercice, soit habituellement à la fin d'août.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	19 765	20 787	231 300	241 942
Charges				
Charges de programmes	-19 386	-19 360	-184 599	-197 061
Frais de la dette publique	-2 811	-2 668	-33 841	-33 229
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 432	-1 241	12 860	11 652
Opérations non budgétaires	4 637	-184	-2 246	2 633
Ressources ou besoins financiers	2 205	-1 425	10 614	14 285
Variation nette dans les activités de financement	10 084	7 663	-7 361	-24 246
Variation nette dans l'encaisse	12 289	6 238	3 253	-9 961
Encaisse à la fin de la période			21 210	11 243

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2007	2008	Variation	2006-2007	2007-2008	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 131	10 298	12,8	109 374	111 484	1,9
Impôt sur le revenu des sociétés	4 607	4 445	-3,5	36 434	40 924	12,3
Autres impôts sur le revenu	343	377	9,9	5 485	5 672	3,4
Total des impôts sur le revenu	14 081	15 120	7,4	151 293	158 080	4,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 505	1 641	9,0	29 690	29 751	0,2
Droits de douane à l'importation	295	187	-36,6	3 605	3 729	3,4
Taxes de vente et d'accise	720	671	-6,8	9 932	9 635	-3,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	30	36	20,0	356	392	10,1
Total des taxes et droits d'accise	2 550	2 535	-0,6	43 583	43 507	-0,2
Total des revenus fiscaux	16 631	17 655	6,2	194 876	201 587	3,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 800	1 795	-0,3	16 807	16 476	-2,0
Autres revenus	1 334	1 337	0,2	19 617	23 879	21,7
Total des revenus budgétaires	19 765	20 787	5,2	231 300	241 942	4,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2007	2008	Variation	2006-2007	2007-2008	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 604	2 700	3,7	30 530	31 879	4,4
Prestations d'assurance-emploi	1 274	1 296	1,7	14 083	14 192	0,8
Prestations pour enfants	1 022	1 027	0,5	11 287	11 939	5,8
Total	4 900	5 023	2,5	55 900	58 010	3,8
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 678	1 806	7,6	20 140	21 474	6,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	708	829	17,1	8 500	9 840	15,8
Total	2 386	2 635	10,4	28 640	31 314	9,3
Transferts fiscaux	761	976	28,3	12 979	14 541	12,0
Fiducie pour le développement des collectivités	0	1 000	s.o.	0	1 000	s.o.
Villes et collectivités du Canada	11	30	172,7	590	778	31,9
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	650	0	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-443	58	-113,1	-3 177	-2 720	-14,4
Total	2 715	4 699	73,1	39 682	44 913	13,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	596	113	-81,0	3 012	2 261	-24,9
Affaires étrangères et Commerce international	1 105	853	-22,8	3 804	3 365	-11,5
Santé	252	353	40,1	1 986	2 198	10,7
Ressources humaines et Développement social	224	182	-18,8	1 733	1 820	5,0
Affaires indiennes et du Nord	482	387	-19,7	4 728	4 789	1,3
Industrie	128	591	361,7	1 987	2 346	18,1
Autres	1 064	542	-49,1	5 603	8 143	45,3
Total	3 851	3 021	-21,6	22 853	24 922	9,1
Total des paiements de transfert	11 466	12 743	11,1	118 435	127 845	7,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	0	59	s.o.	1 114	1 104	-0,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	181	169	-6,6	2 073	2 018	-2,7
Autres	285	288	1,1	3 380	3 861	14,2
Total	466	516	10,7	6 567	6 983	6,3
Défense	1 456	1 609	10,5	15 850	17 671	11,5
Tous les autres ministères et organismes	5 998	4 492	-25,1	43 747	44 562	1,9
Total des autres charges de programmes	7 920	6 617	-16,5	66 164	69 216	4,6
Total des charges de programmes	19 386	19 360	-0,1	184 599	197 061	6,8
Frais de la dette publique	2 811	2 668	-5,1	33 841	33 229	-1,8
Total des charges budgétaires	22 197	22 028	-0,8	218 440	230 290	5,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-2 432	-1 241	12 860	11 652
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-766	-617	-2 962	-2 671
Autres activités d'investissement	181	-721	-795	-5 299
Comptes de pension et autres comptes	376	440	4 684	5 985
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	7 738	1 793	-2 770	399
Opérations de change	-3 048	-1 311	-3 352	1 879
Amortissement des immobilisations corporelles	156	232	2 949	2 340
Total des autres activités	4 846	714	-3 173	4 618
Total des opérations non budgétaires	4 637	-184	-2 246	2 633
Ressources ou besoins financiers nets	2 205	-1 425	10 614	14 285

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		Avril à mars	
	2007	2008	2006-2007	2007-2008
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	2 205	-1 425	10 614	14 285
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	308	-759	-3 913	-4 107
Bons du Trésor	10 100	6 100	2 500	-17 100
Obligations d'épargne du Canada	-176	75	-2 259	-1 995
Autres	-187	-1	-1 360	-700
Total	10 045	5 415	-5 032	-23 902
Emprunts en devises	6	-31	-3 712	-875
Total	10 051	5 384	-8 744	-24 777
Réévaluation de swaps de devises	-306	2 161	1 168	-329
Escomptes non amortis des émissions obligataires	167	127	121	446
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	172	-9	94	414
Variation nette dans les activités de financement	10 084	7 663	-7 361	-24 246
Variation dans l'encaisse	12 289	6 238	3 253	-9 961

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2007	31 mars 2008	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	106 511	102 942	-3 569
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	257 482	253 375	-4 107
Bons du Trésor	134 074	116 974	-17 100
Obligations d'épargne du Canada	15 175	13 180	-1 995
Autres	1 743	1 043	-700
Total partiel	408 474	384 572	-23 902
Payable en devises	10 372	9 497	-875
Compte de réévaluation de swaps de devises	-1 091	-1 420	-329
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 659	-6 213	446
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3 096	3 510	414
Total de la dette non échue	414 192	389 947	-24 246
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	134 726	137 509	2 783
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	45 123	47 723	2 600
Autres comptes de pension et autres comptes	5 211	5 814	603
Total des comptes de pension et autres comptes	185 060	191 045	5 985
Total de la dette portant intérêt	599 252	580 992	-18 260
Total du passif	705 763	683 934	-21 830
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	92 586	78 657	-13 929
Comptes d'opérations de change	44 178	42 299	-1 879
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	45 094	50 393	5 299
Total des actifs financiers	181 858	171 349	-10 509
Dette nette	523 905	512 585	-11 320
Actifs non financiers	56 637	56 968	331
Dette fédérale (déficit accumulé)	467 268	455 617	-11 652

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, communiquer avec Chris Forbes au 613 995 6391.
This publication is also available in English.
Mai 2008